

MSP

Le faux suspense d'Aboudjerra Soltani

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a réuni, ce week-end à Zéralda, son majliss échoura (conseil consultatif) en session ordinaire avec comme ordre du jour les prochaines élections et l'avenir du parti au sein de l'Alliance présidentielle et, donc, du gouvernement.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Et c'est à travers ce deuxième point que l'ex-Hamas, fidèle à ses habitudes, a voulu entretenir un faux suspense en faisant croire à la possibilité d'un retrait du parti du gouvernement d'alliance où il siège depuis 1997.

Depuis quelque temps déjà, le président du parti, Aboudjerra Soltani, tente de se distinguer par un discours d'un parfait opposant. Une attitude opportuniste pour le successeur de Nahnah mais qui ne dupe personne. Même certains cadres du parti n'ont pas manqué de signifier leur opposition au discours nouveau de Soltani.

On évoque ainsi de sources proches du parti la dégradation des relations entre le président du parti et ses ministres, particulièrement celui du Commerce, Mustapha Benbada. Ce dernier n'était d'ailleurs pas présent hier, vendredi, à la cérémonie d'ouverture des travaux de la session du majliss échoura. «Tout le monde sait que le MSP ne veut, ni ne peut se permettre de quitter l'Alliance et surtout le gouvernement. L'entrisme est une doctrine chez le mouvement des Frères musulmans dont fait partie le MSP. C'est d'ailleurs ce qui a permis au parti du défunt Mahfoud Nahnah de survivre aux crises qui ont fait éclater tous les autres partis islamistes en Algérie.» Cette analyse est celle d'un observateur bien au fait des rouages de la maison MSP.

«Ce que craint, en réalité, Aboudjerra, c'est que le pouvoir sollicite le nouveau parti de Abdelmadjid Menasra, qui obtiendra certainement son agrément, pour compléter le puzzle gouvernemental. Auquel cas, cela se fera au détriment du

MSP, forcément.» C'est ce qui explique la surenchère de Soltani de ces derniers mois. Une attitude qui rappelle étrangement celle de Mahfoud Nahnah qui faisait de même à l'approche de chaque échéance importante en vue de mieux négocier ses quotas. Tant parlementaires que gouvernementaux. Et même dans les différentes nominations aux fonctions étatiques ou dans l'administration. Il faut rappeler que le concurrent immédiat du Hamas à l'époque était le parti Nahdha de Lahbib Adami qui faisait par-



Soltani craint que le pouvoir sollicite le nouveau parti de Menasra.

tie de la coalition gouvernementale formée sous Zeroual, déjà. Hier vendredi, à l'ouverture des travaux de la session du majliss échoura, Soltani n'a d'ailleurs à aucun moment fait

allusion à un possible retrait du gouvernement. Se sachant attendu sur ce point précis, l'homme préfère déplacer le débat vers «les réformes politiques» et les prochaines élections législatives. Et pour se sortir indemne de la fausse polémique qu'il avait créée, il mise sur l'effet d'annonce en appelant à la constitution d'un «front national contre la fraude électorale». Ceci, au moment où le président du majliss échoura, Abderazzak Saïdi, recadre déjà la position du parti via une déclaration faite sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale en affirmant le soutien renouvelé du MSP «au programme du président de la République». No comment !

K. A.

LOUISA HANOUNE MENACE :

«Je dénoncerai tous ceux qui sollicitent le protectorat étranger»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs n'en démord pas. Elle promet de dévoiler au grand jour toutes les tentatives des partis islamistes de faire des offres de services aux puissances «impérialistes».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Depuis l'attaque frontale lancée contre Djaballah, Louisa Hanoune continue sa croisade contre le courant islamiste tout en se défendant d'avoir des comptes à régler avec ce dernier. Elle rappelait hier qu'elle avait été parmi les rares personnalités politiques à s'être opposée à la dissolution de l'ex-FIS.

Cette «vérité» rétablie ne l'empêche pas de tirer à boulets rouges sur certains «leaders» islamistes qu'elle suspecte de faire des offres de services aux

étrangers. Formelle, la secrétaire générale du PT expliquait hier que des tentatives d'utiliser le courant islamiste étaient en cours mais que ces tentatives seraient vaines. La raison ? Face aux participants à la rencontre des bureaux de wilaya de la commission syndicale nationale du PT, Louisa Hanoune expliquait que l'Algérie avait fait sa propre expérience en la matière et n'était plus en mesure de renouveler le scénario, estimant que l'Algérie avait été précurseur même en matière de tragédie.

Un scénario auquel le PT s'opposera fermement, dira sa première responsable qui explique que le multipartisme ne doit pas être un prétexte à tout type d'ingérence. Le parti se dit confiant. Hanoune considère que les données dans les pays voisins et celles de l'Algérie ne sont pas identiques puisque, dit-elle, «ils



Hanoune tire à boulets rouges sur «certains» leaders islamistes.

n'ont pas de parti des travailleurs» et que c'est ce dernier qui se pose en alternative en Algérie.

Les ambitions du Parti des travailleurs sont clairement affichées ; 2012 sera décisive pour

le parti, elle sera pleine de défis que le PT est prêt à relever, assure son numéro un, appelant la base du Parti des travailleurs à rester mobilisée pour faire face à toute éventualité.

N. I.

CRISE AU SEIN DU FNA

Touati remporte la manche

Le patron du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a réussi son coup. Il a, d'une part occupé durant plusieurs jours la scène médiatique et a, d'autre part réduit, (temporairement ?) au silence ses adversaires, des cadres exclus du parti.

Le congrès extraordinaire que devaient tenir, hier vendredi, à l'hôtel Soummam, à Boumerdès, les redresseurs du FNA a été annulé. Vendredi matin, aucun de ces redresseurs n'était visible au lieu où devait se dérouler cette rencontre autorisée par l'administration. Par contre, des dizaines de partisans du président du FNA, majoritairement venus d'Alger mais de l'intérieur du pays, se sont regroupés à l'hôtel Le Rocher distant d'une centaine de mètres de l'hôtel Soummam qui devait abriter le congrès extraordinaire des contestataires. «Il n'y a aucun contestataire. Ils n'ont pas

osé venir», clamaient les supporters de Touati. «Nous avons estimé que nous pouvions être la cause de dérapages graves. En concertation avec les autorités, nous avons préféré reporter notre congrès.» C'est ce que nous a déclaré au téléphone El Hadi Drali, député de Boumerdès et membre de cette dissidence.

Cette assertion concernant ce report sera vite démentie par le patron du FNA qui a rejoint, dans l'après-midi, ses partisans à l'hôtel Le Rocher pour animer un point de presse.

S'agissant de l'affaire d'autorisation, il a déclaré en substance, en vainqueur de ce match, en fustigeant l'administration que «la même personne qui a signé le refus de notre demande déposée le 26 décembre 2011 de réunion à Boumerdès de notre conseil national élargi aux militants actifs a donné le même jour par écrit son aval aux

dissidents pour organiser leur congrès illégal». Pour étayer ses propos, il a montré à l'assistance tous les documents liés à cette affaire.

Touati précisera, par ailleurs, que son parti a déposé un recours au niveau de la chambre administrative de Boumerdès obligeant l'administration de la wilaya à retirer aux dissidents l'autorisation qu'elle leur avait auparavant accordée. A notre question sur le dépôt de la demande par son parti auprès de l'administration — le 26 décembre 2011 après celle déposée le 21 décembre 2011 par ses contestataires, le conférencier nous dira que «les responsables du parti n'étaient pas au courant de la démarche de ses adversaires, à noter que c'est lors de la venue de Touati à Boumerdès que cette affaire de réunion de ce fameux conseil national du parti élargi aux militants actifs a été révélée. Le conférencier prend à témoin l'opinion publique

pour adresser une question au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales : «Sommes-nous sur le chemin des réformes ou sur celui de la confirmation de la régression, des abus et de la hogra ? C'est ce que nous voulons savoir». En tout état de cause, cette affaire d'autorisation accordée aux dissidents, dont le nombre est estimé par le patron du parti à 37, puis qui leur a été retirée n'a pas livré tous ses secrets.

Les observateurs ont passé hier en revue toutes les hypothèses. Serait-ce un coup de marketing politique pour émerger, à la veille d'une pré-campagne électorale, au plan médiatique ou un montage politique des officines du pouvoir en vue d'affaiblir momentanément Touati afin de lui arracher quelques concessions politiques notamment sur ses attaques de pure forme contre précisément ce pouvoir ?

Abachi L.